

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 21/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TEINTURERIE DE LA JUSTICE**

147 RUE JJ ROUSSEAU  
BP 352  
59056 ROUBAIX

Références : [20221107-Teinturerie de la justice-Roubaix](#)  
Code AIOT : 0007000930

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement TEINTURERIE DE LA JUSTICE implanté 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 ROUBAIX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle porte sur :

- l'arrêté sécheresse du 11 août 2022.
- l'arrêté préfectoral 29 avril 2020 imposant la réalisation d'une étude technico-économique et d'un plan d'actions "sécheresse".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEINTURERIE DE LA JUSTICE
- 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 ROUBAIX
- Code AIOT : 0007000930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La Teinturerie de la Justice est une société spécialisée dans le secteur d'activité de l'ennoblissement textile.

Elle est soumise au régime de l'autorisation au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2330.1 - teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - pour une quantité maximale de fibres traitées de 9,5 tonnes par jour.

L'activité est encadrée par arrêté du 23/05/2002 complété par arrêté du 27/03/2012 et modifié par les arrêtés du 18/10/2017 et du 29/04/2020.

L'établissement fonctionne en 2x8 du lundi au vendredi.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion durable de la ressource en eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remplissage du registre	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.2.4	/	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.1	/	Sans objet
3	Fonctionnement des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2.1	/	Sans objet
4	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2.1	/	Sans objet
5	Forages	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.2.3	/	Sans objet
6	Réduction des prélèvements	AP Complémentaire du 29/04/2020, article 2	/	Sans objet
7	Réduction des prélèvements	AP Complémentaire du 29/04/2020, article 3	/	Sans objet
8	Réduction des prélèvements	AP Complémentaire du 29/04/2020, article 4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté sécheresse du 11 août 2022 sont respectées.

Les difficultés rencontrés en 2020-2021 (COVID, personnel défaillant, crise énergétique) ont retardé le lancement de l'étude technico-économique et le plan d'actions "sécheresse" demandées par arrêté préfectoral complémentaire du 28/04/2020. De ce fait, l'exploitant n'a pas répondu aux obligations réglementaires fixées dans le délai imparti. Ces études ont toutefois été lancées le 29/08/2022 et sont en cours de finalisation. Le rendu final est prévu au plus tard en mars 2023.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Remplissage du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le forage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois Picardie. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le cas échéant, lors des périodes de sécheresse des mesures de surveillance particulières pourront être demandées par l'inspection des installations classées. Le bilan de l'autosurveillance des rejets d'eau adressé mensuellement à l'inspection des installations classées est complété de la valeur de la consommation en eau en distinguant les différents modes d'approvisionnement.
<b>Constats :</b> Le relevé des volumes est réalisé quotidiennement. La consommation en eau des 3 dernières années a été transmise à l'inspection par courriel. Le bilan mensuel de l'autosurveillance des rejets d'eau n'est pas complété de la valeur de la consommation en eau : en effet le cadre GIDAF n'est pas réalisé. L'inspection se charge de créer le cadre GIDAF adéquat afin que l'exploitant puisse renseigner et transmettre les prélèvements en eau à celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limite de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de l'ouvrage est assurée de telle manière que le débit ne dépasse pas 50 m <sup>3</sup> /h, 350 m <sup>3</sup> /j et 80 000 m <sup>3</sup> /an. L'eau extraite est utilisée exclusivement pour usage en teinturerie industrielle.
<b>Constats :</b> La valeur limitée de débit est respectée. Cette eau est uniquement utilisée pour le processus industriel de l'établissement.  Les volumes moyens journaliers prélevés sont de : 141 m <sup>3</sup> en 2019, 123 m <sup>3</sup> en 2020 et 138 m <sup>3</sup> en 2021. Les volumes annuels sont de : 28 802 m <sup>3</sup> en 2019, 23 421 m <sup>3</sup> en 2020 et 28 301 m <sup>3</sup> en 2021.  En 2022, la moyenne des débits est de 150 m <sup>3</sup> /j. Suite à la crise sanitaire et énergétique, la reprise de l'activité est progressive. L'exploitant projette à terme une consommation cible de 220 m <sup>3</sup> /j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Fonctionnement des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des actions concrètes afin de réduire sa consommation en eau et de contribuer à des rejets de meilleure qualité :  1. L'optimisation d'utilisation de la ressource : gain obtenu sur le nettoyage des machines en modifiant et regroupant le processus de teinture ou réutilisation de l'eau chaude d'un processus pour augmenter la température de l'eau d'un autre processus par exemple. 2. Un travail sur les techniques : mise en place de préfiltre sur adoucisseur afin d'améliorer le rinçage des résines, choix de réactifs afin d'utiliser moins d'eau et moins de colorant. L'exploitant a présenté à l'inspection un tableau montrant un ratio de consommation d'eau par quantité de matière avec une tendance décroissante pour 2021. 3. La sensibilisation du personnel en matière d'économie et de pollution de l'eau. A noter que la sensibilisation est également extra-entreprise par l'intermédiaire de groupe d'échange entre les industriels du même secteur d'activité (club des ennoblisseurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ICPE soumises à autorisation voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 10%(alerte) ou 20 % (alerte renforcée) .
<b>Constats :</b> Les valeurs limitées de prélèvement sont respectées : prélèvement moyen de 150 m3/j pour une valeur limite "alerte sécheresse" de 315 m3/j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Forages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection de la nappe
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit veiller au bon entretien des forages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre les niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.  Des rondes de surveillance sont effectuées périodiquement.  Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer les captages.  Les eaux contaminées, générées par la lutte contre les incendies, ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.  Des mesures complémentaires pourront être prescrites à tout moment, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.
<b>Constats :</b> Deux forages sont sur l'emprise de l'ICPE. Le plus ancien et moins profond (1927, 40m) est à l'arrêt et n'est plus utilisé par l'exploitant. Le second (1983, 150m) prélève dans la masse d'eau du calcaire carbonifère et est aujourd'hui utilisé par l'exploitant pour son processus industriel. Celui - ci est situé à l'intérieur des bâtiments, donc à l'abri des intempéries et des eaux de ruissellement. Il est protégé par un regard et est équipé d'une tête de forage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.</p> <p>L'exploitant réalisera une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau dans la masse d'eau souterraine du calcaire carbonifère de Roubaix Tourcoing avec pour objectif une diminution des prélèvements de 10 % d'ici à 2025.</p> <p>L'étude comportera a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- état actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;</li><li>- descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;</li><li>- étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements (récupération d'eaux pluviales, réutilisation de certaines eaux de process, optimisation des besoins de certaines machines, optimisation de l'utilisation de l'eau sur le site pour des opérations de nettoyage, analyse détaillée de l'utilisation de l'eau afin de cibler d'éventuelles périodes de forte consommation où agir prioritairement....), et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.</li><li>- échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.</li></ul> <p>L'exploitant intégrera dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<p><b>Constats :</b> La commande de l'étude technique et du plan d'actions "sécheresse" a été donnée le 29/08/2022 au bureau d'études KALI'EAU. Le contexte difficile en 2020-2021 (COVID, personnel défaillant, crise énergétique) a rendu impossible le lancement des études avant cette date. L'exploitant souligne également qu'il a été difficile de trouver un bureau d'études disponible pour réaliser cette étude. Ceux-ci ont en effet connu le même contexte et sont aujourd'hui très largement sollicités avec la reprise progressive de l'activité économique. Une 1ère réunion intermédiaire a eu lieu avec l'exploitant le 28/09/2022. Le rendu final est prévu en mars 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établira un plan d'actions « sécheresse ».  Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p> <p>Ce plan d'actions détaillera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements des eaux souterraines de 5 % sera visée soit 17,5 m<sup>3</sup>/j.</li> <li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements des eaux souterraines de 10 % sera visée soit 35 m<sup>3</sup>/j.</li> <li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements des eaux souterraines de 20 % sera visée soit 70 m<sup>3</sup>/j.</li> </ul> <p>Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p> <p>Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de la Marque / Deûle au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée.</p>
<b>Constats :</b> Idem que la prescription 6. Cette étude est comprise dans la commande au bureau d'études KALI'EAU.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude technico-économique et le plan d'actions « sécheresse » visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté seront adressés au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté
<b>Constats :</b> A la date de la visite d'inspection, ces études sont lancées pour un rendu final en mars 2023. Il a été impossible pour l'exploitant de lancer celles-ci dans le délai fixé par l'arrêté du 29 avril 2020 (cf. prescription n°6). Aujourd'hui l'exploitant met en place les moyens afin de se conformer à cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet